

CRISE EN LIBYE

Des efforts pour un règlement politique
et endiguer la violence persistante

Les efforts pour le règlement de la crise, par la voie du dialogue et l'action politique, se poursuivent en Libye, où le débat sera ouvert sur la rédaction de la future Constitution du pays en parallèle avec le processus de pourparlers entre Libyens, alors que les violences continuaient hier à frapper certaines régions du pays.

Dans ce sens, le président de la Commission de la rédaction du projet de Constitution, Ali Tarhouni, a indiqué que la rédaction d'un projet de constitution se fera en Libye, sur la base des propositions parvenues au comité en charge du dossier.

Les propositions concernent notamment le caractère de l'Etat ainsi que les instances principales de l'Etat libyen, qui, a-t-on indiqué, se dirige vers l'instauration d'un système parlementaire et une gouvernance décentralisée.

Consciente des obstacles et des défis que pose une telle tâche, la commission avait entamé son travail en avril 2014 en impliquant pas moins de soixante membres élus.

Par ailleurs, livrée aux milices depuis la chute de Mouammar El-Gheddafi en 2011, la Libye est le théâtre de combats entre différentes factions, en plus de la guerre que se livrent les milices et les forces pro-gouvernementales.

Le pays compte deux gouvernements et Parlements, l'un à Tripoli sous la coupe de milices et l'autre dans l'est à Tobrouk, reconnu par la communauté internationale. Soulignant leur engagement aux

principes adoptés dans la déclaration finale du premier round de dialogue, tenu le 11 mars dernier à Alger, les partis et acteurs politiques libyens, ayant participé à la seconde réunion du dialogue inter-libyen, tenue lundi et mardi à Alger, ont déploré la persistance des hostilités et de la violence dans plusieurs régions de Libye.

Ils se sont dits, à nouveau, préoccupés par la recrudescence des actes terroristes qui constituent une menace à la sécurité nationale et à la paix sociale mettant en avant la nécessité de conjuguer les efforts pour combattre le fléau terroriste incarné par Ansar Echaria, Daesh et Al-Qaïda sous toutes ses formes et aspects et quelles qu'en soient les motivations.

Ils ont exprimé leur engagement en faveur du dialogue politique comme option unique pour la sortie de la crise dans leur pays exprimant leur soutien aux efforts consentis dans ce sens.

Par ailleurs, ils ont réitéré leur appel à toutes les parties à mettre fin immédiatement aux hostilités et à créer un climat favorable qui conforte le dialogue.



Les mesures de sécurité ont été renforcées à Tripoli.

Dans ce sens, les participants ont mis l'accent sur la nécessité de consolider tous les autres processus qui expriment les larges et diverses opinions et orientations du peuple libyen pour appuyer le processus politique fondamental visant une solution globale de la crise en Libye sur les plans politique et sécuritaire.

Tout en exprimant leur soutien au cadre général défini dans le «projet d'accord de transition politique en Libye», les participants ont soumis des idées constructives et positives pour consolider le projet d'accord. Ils ont souligné l'importance de par-

venir à un accord global sur tous les aspects de la crise en Libye.

Les parties libyennes au dialogue d'Alger ont souligné l'impératif d'accélérer l'accord pour la formation d'un gouvernement d'union nationale à travers un plan d'action consensuel et des dispositifs de sécurité provisoires dont le cessez-le-feu, le retrait des groupes armés des villes, agglomérations et structures vitales, des dispositifs de contrôle du désarmement par le biais de mécanismes de contrôle, la dissolution de tous les groupes armés conformément à un plan

national de désarmement et leur insertion dans les institutions civiles et sécuritaires.

La formation d'un gouvernement d'union nationale constitue «une priorité» pour rétablir la stabilité en Libye et opérer des réformes constitutionnelles, a-t-on affirmé.

En parallèle, des appels sont lancés pour que l'Etat libyen prenne la responsabilité de la mise en œuvre des arrangements sécuritaires prévus par le projet d'accord politique dont 90% du contenu a eu l'accord des partenaires au dialogue.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a, pour sa part, exhorté toutes les parties prenantes libyennes participant aux négociations à se mettre d'accord sur la formation d'un gouvernement d'union nationale capable de mettre fin à la crise politique, sécuritaire et institutionnelle de la Libye.

Exprimant sa profonde préoccupation face à la poursuite des violences dans le pays, le Conseil a réaffirmé qu'il ne pouvait y avoir de solution militaire à la crise en Libye, appelant à la cessation des hostilités afin de créer un «environnement paisible et propice à l'établissement d'un dialogue inclusif».

Le Conseil de sécurité a enfin réaffirmé son «ferme attachement à la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité territoriale et l'unité nationale de la Libye».

APS

3 JOURS APRÈS SA RENCONTRE AVEC RAOUL CASTRO

Obama veut le retrait de Cuba de la liste noire américaine

Le président des Etats-Unis Barack Obama a accepté mardi de retirer Cuba de la liste noire américaine des Etats soutenant le terrorisme, une étape-clé vers la normalisation des relations entre les deux pays qui suscite déjà l'espoir sur l'île.

Cette initiative qui intervient trois jours après une rencontre historique avec son homologue cubain Raul Castro à Panama, la première depuis que les deux pays ont rompu leurs relations diplomatiques en 1961, année de la naissance d'Obama.

L'île avait posé ce retrait comme préalable au rétablissement de ses relations diplomatiques avec Washington, qui ont fait l'objet de deux sessions de pourparlers, en janvier à La Havane, et en février à Washington, après l'annonce historique en décembre de leur rapprochement. L'objectif est de rouvrir des ambassades dans les deux capitales. Les deux pays entretiennent depuis 1977 des sections d'intérêts qui font office de chancelleries.

Dans un rapport présenté au Congrès, le président américain a

fait part de son «intention de supprimer» Cuba de cette liste, a annoncé mardi la Maison Blanche. Le gouvernement cubain n'a apporté aucun soutien au terrorisme international ces six derniers mois», a-t-il fait valoir.

Les élus ont maintenant 45 jours pour manifester leur opposition. S'ils s'opposent à ce retrait, M. Obama peut exercer un droit de veto. Pierre d'achoppement dans le processus de réchauffement, le retrait de Cuba de cette liste noire sur laquelle l'île figure depuis 1982 avait été recommandé par le département d'Etat américain.

Dans un premier temps, Washington ne souhaitait pas associer ce dossier aux négociations, mais le département d'Etat avait entamé les démarches pour la levée de cet obstacle.

D'autres départements ainsi que les agences américaines de renseignement ont aussi plaidé en faveur de ce retrait, a précisé mardi l'exécutif américain. Le gouvernement cubain n'avait pas encore réagi officiellement mardi soir. Mais la nouvelle, retransmise sur l'île par internet et la télévision vénézuélienne Telesur, suscitait déjà l'espoir. «Cette décision d'Obama nous permet, à nous les Cubains, de mesurer le sérieux des étapes qui sont en train d'être franchies, et c'est clair que cela donne espoir», a déclaré à l'AFP Natalia Diaz, travailleuse indépendante de 53 ans de La Havane.

«C'est un geste très courageux d'Obama, même si Cuba n'aurait jamais dû faire partie de cette liste», a réagi l'actrice à la retraite Glice Fariñas, âgée de 68 ans, en ajoutant qu'elle attendait également «la levée par Obama de l'embargo, qui lui aussi nous a fait beaucoup de mal».

«Les circonstances ont changé depuis 1982», a souligné mardi le secrétaire d'Etat John Kerry dans un communiqué. «Notre hémisphère et



Poignée de mains entre Raul Castro et Barack Obama.

le monde sont très différents aujourd'hui par rapport à il y a 33 ans».

Dick Durbin, numéro deux des démocrates du Sénat, a soutenu l'initiative de M. Obama. «Bien que je ne sois pas un fervent soutien du régime de Castro, je continue à croire que l'ouverture de l'île aux idées, au commerce et à l'élan américains est la manière la plus efficace de voir un pays plus ouvert et plus tolérant», a-t-il déclaré.

Parmi les républicains, qui sont hostiles à ce rapprochement, le sénateur et candidat à la Maison Blanche Marco Rubio a qualifié cette décision de «terrible». «Cuba est un Etat qui soutient le terrorisme. Ils abritent des gens qui ont fui la justice américaine, y compris quelqu'un qui a tué un policier dans le New Jersey il y a 30 ans», s'est-il insurgé.

M. Rubio et Jeb Bush, autre républicain favori dans la course à la

Maison Blanche, ont beaucoup de partisans parmi les Cubains exilés en Floride. Ed Ryce, président républicain de la commission des Affaires étrangères à la Chambre des représentants, a accusé la Maison Blanche de ne pas avoir consulté le Congrès et taxé le processus de «bâclé». Cuba figure sur cette liste aux côtés de la Syrie, du Soudan et de l'Iran. L'administration Reagan l'y avait placée pour son soutien aux séparatistes basques de l'ETA et aux rebelles Farc en Colombie.

Si l'île en était retirée, elle pourrait à nouveau prétendre à des financements d'organismes internationaux, à l'ouverture d'une ambassade aux Etats-Unis ou encore à l'accès au système bancaire américain.

Cela pourrait surtout ouvrir la voie à une éventuelle levée de l'embargo économique qui frappe Cuba depuis 1962.

SAHARA OCCIDENTAL

Plus de 40 blessés dans une manifestation
pacifique à Al Ayoun occupée

Plus de 40 personnes ont été blessées mardi suite à une intervention violente des forces d'occupation marocaines contre des manifestants sahraouis dans la ville occupée d'El Ayoun, a indiqué hier l'Agence de presse sahraouie (SPS). «Les manifestants appelaient pacifiquement au droit du

peuple sahraoui à l'autodétermination et à la nécessité d'une protection onusienne de la population sahraouie dans les territoires occupés du Sahara occidental», précise la même source. «Les forces marocaines ont mené une violente attaque contre les manifestants à travers les jets de pierres sur les

maisons des citoyens sahraouis et la répression pour disperser les manifestants, en particulier dans les quartiers de Hay Matalla et Daddach», indique SPS.

Cette manifestation a coïncidé avec la visite d'une délégation du Haut Commissariat des Nations-Unies pour les droits de l'Homme.